



HAL
open science

L'égalité femmes/hommes : question clé pour 2012 ?

Mariette Sineau

► **To cite this version:**

| Mariette Sineau. L'égalité femmes/hommes : question clé pour 2012 ?. 2011. hal-00972945

HAL Id: hal-00972945

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972945>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les enjeux

L'égalité femmes/hommes : question clé pour 2012 ?

N°4
Octobre 2011

Mariette Sineau
Directrice de recherche CNRS

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques



N°4

Octobre 2011

Mariette Sineau
Directrice de recherche CNRS

L'égalité femmes/hommes : question clé pour 2012 ?

Dans le passé, l'élection présidentielle au suffrage direct a souvent fonctionné comme relais institutionnel pour orchestrer certaines demandes féministes. Du droit à la contraception, en 1965, puis à l'avortement, en 1974, et à celui de la parité, en 1995, les campagnes présidentielles ont été pour les femmes, et les militantes qui parlent en leur nom, des temps forts pour obtenir de nouveaux droits de citoyenneté. Qu'en sera-t-il en 2012 ?

A l'approche de cette élection-phare de la V^e République, tout laisse penser que l'égalité entre femmes et hommes sera - plus qu'en 2007 - un sujet clé de la campagne. Plusieurs raisons expliquent la centralité de cette question dans la prochaine compétition. L'une est conjoncturelle : les « affaires » Strauss-Kahn et Tron ont été, pour certain(e)s féministes, l'occasion de dénoncer le sexisme qui pèse encore et toujours sur la vie politique et sociale. Au-delà, ces événements ont servi de catalyseur pour repenser les rapports de pouvoir politique, économique et sexuel entre femmes et hommes. Mais, fondamentalement, deux autres facteurs ont œuvré à faire de la parité entre les sexes un enjeu majeur de la présidentielle : l'une tient au contexte de crise économique mondiale qui a consacré le retour au premier plan du principe d'égalité, l'autre se rapporte à l'émergence d'un nouveau féminisme.

Premièrement, la crise financière de 2008, à laquelle a succédé la crise de la dette, a mis à nu le creusement des inégalités et le sentiment d'injustice qui en découle. Désormais, les questions d'emploi, de santé, de pouvoir d'achat, de financement des retraites et d'inégalités sociales viennent aux premiers rangs des préoccupations des Français. Un tel climat est porteur pour les femmes, tant il est vrai qu'elles incarnent « l'inégalité dans l'inégalité ». Les chiffres qui désignent les femmes comme

citoyennes de seconde zone sont connus. Au niveau politique, elles ne siègent qu'à moins de 20% à l'Assemblée nationale et à moins de 25% au Sénat. Au plan économique, elles ont des salaires inférieurs de 27 % à ceux des hommes et des retraites inférieures de 42% ; elles représentent plus de 80% des travailleurs à temps partiel et 80% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Enfin, les femmes assurent 80% des tâches domestiques, tandis qu'elles assument 85% des familles monoparentales. Ces chiffres laissent voir en creux la faillite des politiques publiques dans leurs tentatives, maintes fois proclamées, de réduire les inégalités entre sexes.

L'émergence de nouvelles formes de féminisme venant régénérer un mouvement qui pouvait paraître essoufflé et vieilli explique aussi que la question féminine soit devenue un sujet central de campagne. D'Osez-le-féminisme à Femmes solidaires, en passant par La Barbe ou encore le Laboratoire de l'Égalité, proche du PS, des associations (et des sites d'information comme Égalité) sont arrivés sur le devant de la scène, animés par des femmes jeunes, qui, via le net, diffusent lettres et bulletins. Ces nouvelles générations de militantes, conscientes de leurs dettes envers les plus anciennes, ont inscrit diverses revendications à l'ordre du jour présidentiel. L'accent est mis en particulier sur

l'égalité salariale, la lutte contre la précarité au travail, le service public de la petite enfance et les violences faites aux femmes.

Une des premières associations à avoir pesé dans le débat public est le Laboratoire de l'Égalité, qui a proposé à la signature des candidats présidentiels un « Pacte pour l'égalité ». Mais les féministes « historiques » ne sont pas en reste pour utiliser la présidentielle comme tribune pour se faire entendre. Ainsi, Choisir la cause des femmes continue son action de lobbying pour convaincre les candidat(e)s de soutenir la « clause de l'Européenne la plus favorisée », afin d'harmoniser par le haut les droits des femmes au sein de chaque pays de l'Union. Ce sont aussi certains think tanks qui ont mis la question féminine à l'agenda. Ainsi, Terra Nova a produit plusieurs rapports soulignant que les socialistes ont échoué à faire le plein des voix chez les femmes en 2007 et indiquant les moyens d'y remédier¹.

Dans ce contexte, les candidat(e)s présidentiel(le)s ont et auront à cœur de montrer qu'ils n'oublient pas celles qui détiennent la « force du nombre ». Représentant 52,6% de l'électorat, soit un excédent de quelque 2,2 millions de voix, les femmes - et en particulier les seniors - sont en situation d'arbitre. C'est dire si, dans la conquête de l'Élysée, l'électorat féminin est perçu comme un enjeu entre droite et gauche. Cependant, les deux familles politiques ne s'adressent pas aux mêmes « clientèles ». La droite parlementaire cible les femmes âgées et inactives, qui, en 2007, ont accordé massivement

leur voix à Nicolas Sarkozy. La gauche socialiste se tourne plutôt vers les femmes jeunes et diplômées - qui ont fait les beaux jours électoraux de Ségolène Royal - mais aussi vers les actives des milieux employés/ouvriers qui, cinq ans auparavant, ont en partie boycotté la gauche dans les urnes.

Pour gagner les suffrages féminins, les deux principaux partis de gouvernement sont conduits à la surenchère programmatique de par le jeu de la concurrence, notamment celle des partis qui les menacent le plus directement. Ainsi, le candidat de l'UMP devra contrer les propositions de Marine Le Pen. Les Françaises pourraient, plus qu'hier, céder aux sirènes d'une extrême droite affichant son souci de panser les effets de la crise par le protectionnisme. Le candidat socialiste sera, lui, d'autant plus enclin à placer la focale sur les inégalités entre sexes qu'il est concurrencé par un allié écologiste ayant le vent en poupe et qui, depuis l'origine, a montré sa volonté de mettre la parité en pratique.

Parmi les divers projets présidentiels, celui de l'UMP se propose notamment de modifier la constitution pour « durcir » les contraintes paritaires, obliger les administrations à employer 40% de cadres supérieurs féminins et élargir aux entreprises publiques la loi relative à la représentation équilibrée femmes/hommes dans les conseils d'administration. Le Front national, quant à lui, n'a pas encore fait connaître son projet pour 2012.

¹ JEANBART (Bruno), FERRAND (Olivier) et PRUDENT (Romain), Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?, Contribution n° 1, Projet 2012, Terra Nova, 2011, 82 p.
http://www.tnova.fr/sites/default/files/Rapport%20Terra%20Nova%20Strat%C3%A9gie%20%C3%A9lectorale_0.pdf

BORDE (Emmanuel), FATOUX (François), FRIOUX (Dalibor), MAS (Céline) et SERVENT (Élodie), L'implication des hommes, nouveau levier dans la lutte pour l'égalité des sexes, Contribution n° 4, Projet 2012, Terra Nova, 2011, 66 p.
<http://www.tnova.fr/sites/default/files/Rapport%20l%27implication%20des%20hommes%20nouveau%20levier%20de%20l%27%C3%A9galit%C3%A9%20des%20sexes%20-%20Terra%20Nova.pdf>

Pôle « Affaires sociales » de Terra Nova et MACHER (Guillaume), Politique familiale : d'une stratégie de réparation à une stratégie d'investissement social, Contribution n° 10, Projet 2012, Terra Nova, 2011, 73 p.
<http://www.tnova.fr/sites/default/files/Rapport%20Politique%20familiale%20-%20Terra%20Nova%20-%20contribution%20n%C2%B010.pdf>

Le projet socialiste, actant que l'égalité des sexes est « un puissant levier de transformation de la société » prévoit entre autres de subordonner les exonérations patronales aux efforts faits pour réaliser l'égalité salariale femmes-hommes, développer l'accueil des jeunes enfants, supprimer la dotation publique aux partis ne respectant pas la parité et limiter le cumul des mandats et fonctions. Europe Ecologie-Les Verts, qui promettent aussi un service public de la petite enfance, plus un renforcement des droits procréatifs, vont plus loin que le PS pour instaurer une « démocratie réelle » : systèmes électoraux proportionnels ou préférentiels « garantissant la parité et l'accès des femmes aux postes décisionnaires », fin du cumul des mandats, y compris dans le temps, statut de l'élu(e).

En 2012, la gauche saura-t-elle faire « bouger les lignes » en élargissant sa base électorale en direction des femmes ? Et le candidat socialiste François Hollande faire mieux que Ségolène Royal cinq ans plus tôt ? Seule en tout cas la pression des associations féministes pourra faire en sorte que la crise de l'égalité femmes/hommes ne soit pas éclipsée par les problèmes de réduction de la dette.

Pour aller plus loin :

- > MILEWSKI (Françoise) et PÉRIVIER (Hélène) (dir.), *Les discriminations entre les femmes et les hommes*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2011, 374 p. [ISBN 978-2-7246-1201-1]
- > SINEAU (Marianne), *Femmes et pouvoir sous la V^e République : de l'exclusion à l'entrée dans la course présidentielle*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2^e éd., 2011, 324 p. [ISBN 978-2-7246-1220-2]
- > SINEAU (Marianne), *La Force du nombre : femmes et démocratie présidentielle*, La Tour d'Aigues, Éditions de L'Aube, Aube poche, 2^e éd., 2010, 207 p. [ISBN 978-2-8159-0031-7]
- > SINEAU (Marianne), « Effets de genre, effets de génération ? le vote hommes/femmes à l'élection présidentielle de 2007 », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin 2007, pp. 353-369. [ISSN 1950-6686] <http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.573.0353>